



démocratie
& spiritualité

Démocratie & Spiritualité
4-6, place de Valois
75001 PARIS

Tél./Fax : 01 70 22 64 96 (nouveau numéro)

email : info@democratie-spiritualite.org

Site : www.democratie-spiritualite.org

Lettre n°71 du 21 octobre 2008

L'agenda

L'éditorial

- Une période de crise propice aux remises en question

Contribution à l'université d'été

- Un horizon de sens : le plus pauvre, la référence - *Jean-Claude Caillaux*

Le service civique, un dossier à approfondir

- Continuer le débat sur le service civique - *Jean-Claude Devèze*
- Le service civique doit-il être obligatoire ? Synthèse d'un débat sur internet - *Eric Lombard*
- Compte-rendu d'audition de D& S par la commission Ferry

Débat et libres opinions

- Principaux éléments partagés lors de la réunion conviviale sur la crise financière
- Face à cette crise des valeurs financières, qu'est-ce qui garde de la valeur ? Où chercher du crédit ? - *Christian Saint-Sernin*

Informations diverses

L'Agenda

A Paris, 4 place de Valois

- **Vendredi 7 novembre à 14h** : réunion du groupe "**Démocratie, valeur spirituelle**".
- **Vendredi 14 novembre à 18H30** : rencontre débat ouverte à tous sur le **service civique** suite au rapport de Luc Ferry (il est souhaitable d'avoir lu le rapport édité par Odile Jacob, « Pour un service civique »)

A Paris au 104 rue de Vaugirard, organisé par D&S et le Forum 104

- **Jeudi 6 novembre à 20H**: rencontre débat sur « **la reconnaissance** » à l'intérieur de **spiritualités diverses** », avec Christian Saint-Sernin de D&S, Claude Cohen Boulakia, Malik Diawara et Jean-Luc Castel. En mars 2008, le sociologue Axel Honneth a expliqué à quel point notre société est traversée par des luttes pour la reconnaissance, thème porté depuis longtemps par les spiritualités. Les intervenants apporteront un éclairage sur le rôle important qu'elle joue dans le Judaïsme, le Bouddhisme, le Christianisme et l'Islam.
- **Mardi 16 décembre à 20H**: rencontre débat sur « L'Afrique subsaharienne, future géant agricole? », avec JC Devèze D&S, qui a coordonné l'ouvrage « **défis agricoles africains** » (Karthala, 2008)

L'Editorial

Une période de crise propice aux remises en question

Cette période troublée montre à nouveau, s'il en était besoin, l'impact sur la vie quotidienne des insuffisances de régulations et du franchissement des barrières morales ; cela nous encourage plus que jamais à travailler en profondeur sur les interactions qui lient la démocratie et la spiritualité.

Nous poursuivons notre réflexion sur la spiritualité, la vision que nous en avons les uns et les autres, en publiant l'intervention de Jean-Claude Caillaux lors de notre dernière université d'été. Elle sonne particulièrement juste en cette période de crise.

Une partie substantielle de la lettre est consacrée au *service civique* qui constitue un dossier important pour donner sens et poids social au *pacte civique* sur lequel nous travaillons. Face à l'individualisme croissant, D&S avait défendu le 14 mai devant la commission présidée par Luc Ferry l'importance de faire coopérer tous les acteurs à travers un *service civique obligatoire*. Le rapport au Président de la république ayant renoncé au caractère obligatoire devant des difficultés de plusieurs ordres, il est proposé dans ce numéro de poursuivre le débat en approfondissant les contradictions entre volontariat et obligation, entre droit et devoir et en recherchant ce qui pourrait redonner du dynamisme à ce projet important après la sortie d'un rapport manquant d'ambition.

Compte tenu de l'actualité, la crise financière a aussi retenu notre attention, notamment lors de la réunion conviviale du 13 octobre, dont on trouvera un bref compte-rendu. Le site internet de notre association publie également une interview de J.B. de Foucauld parue dans la Vie du 25 septembre. Une contribution de Christian Saint-Sernin nous invite à réfléchir aux leçons à tirer de la crise financière en ce qui concerne d'une part le rôle des médias vis à vis de l'opinion publique et d'autre part l'importance de la confiance durable pour oeuvrer ensemble.

Cette lettre se veut ainsi le reflet de la façon dont sont successivement alimentés divers ateliers liés à la démarche conduisant à un pacte civique ; en temps de crise il est important d'accepter les remises en question tout en veillant à l'incarnation des dimensions spirituelles et citoyennes.

Contribution à l'université d'été

Un horizon de sens : le plus pauvre, la référence

Jean-Claude Caillaux

Je veux d'abord redire ce que beaucoup de groupes ont souligné : la souffrance a été, pour un certain nombre parmi nous, un creuset où l'or a pu se laisser purifier. Les difficultés de la vie ont souvent été un levier qui engendra des retournements, le lieu d'une reconnaissance des autres et de nous-mêmes qui a conduit à un dépassement que l'on peut appeler « spiritualité ».

Ce qui est vrai pour chacun de nous l'est très souvent chez les très pauvres que je connais. Mais alors comment entrer en résonance ? Quel souci avons-nous, quel effort faisons-nous, pour que nos projets relatifs à la « spiritualité », dont nous avons parlé au cours de ces deux jours, soient audibles par les plus pauvres ? C'est-à-dire par ceux et celles qui ne sont pas ici, absents parce qu'ils sont en dehors de tous les mondes que nous nous sommes peu à peu construits ?

Ce qu'a dit Martine en disant : « J'ai besoin de tout ça », les très pauvres le disent à l'envi : « J'ai faim dans ma tête et mon cœur. » C'est la soif qui est lumière malgré la nuit.

La volonté de faire participer à la construction commune les plus enfermés par le malheur est d'une grande importance. En effet si les plus pauvres ne sont pas présents, il n'y a pas de démocratie *pour tous sans exception*. Ceux qui sont considérés comme inutiles au monde sont absolument nécessaires pour conquérir un regard et une pensée qui fassent de tout humain un humain, - et cela en partant du plus petit et du plus cerclé sur lui-même.

Mais les difficultés commencent dès que l'on veut mettre ce souci à l'épreuve de sa mise en application. Car il n'est pas si simple de faire participer des gens qui ne sont pas enracinés dans le même terreau, qui ne sentent pas et ne réagissent pas avec les mêmes références... Pour que les plus faibles puissent participer, l'expérience enseigne qu'il est nécessaire que les projets soient pensés, non seulement avec eux mais *à partir d'eux*. Ce qui n'est pas conçu à partir d'eux se fera sans eux, et parfois contre eux !

Mais entendons-nous bien : penser *à partir des plus pauvres* ne consiste pas à se déplacer pour les consulter, encore moins pour les simplement informer... Nous ne pouvons entendre ce qu'ils portent que par un long et lent commerce avec eux. En effet notre regard nous trompe lorsque nous nous contentons de regarder les plus pauvres de loin, de haut, depuis nos certitudes et préjugés, nos idées toutes faites et nos peurs, à partir de nos expertises ou de nos charités brouillonnes.

Il faut le reconnaître, nous avons beaucoup de mal à reconnaître les plus pauvres comme ayant une expérience de vie et une pensée qui pourraient contribuer à la construction de notre société, à une meilleure compréhension de ce que signifie « vivre ensemble ». Le plus souvent, nous ne pensons pas que, si nous les écoutions, ils pourraient être des acteurs de démocratie.

Alors la question pourrait se poser ainsi : puisque nous regardons mal, ne faudrait-il pas changer de regard ? Oui, bien, mais de quel changement s'agit-il ? Nous avons transformé nos manières de considérer les exclus : nous sommes devenus plus bienveillants, accueillants, modestes, plus performants..., mais toujours dans le même système : le prince qui donne au manant ! Plus ça change, plus c'est la même chose !

A la vérité, il ne s'agit pas tant de regarder autrement qu'*autrement que regarder*. Qu'est-ce à dire ?

Autrement que regarder, ne serait-ce pas prendre *le plus pauvre comme référence*, car il est le garant de l'exhaustivité de nos projets et de nos décisions. Pour être sûrs que nos politiques et

nos actions sont pour tous sans exception, il est nécessaire de commencer par le plus petit. Non pas : y compris pour les plus pauvres, mais : *à commencer par les plus pauvres*.

Depuis Vincent de Paul nous avons à peu près bien intériorisé que le plus pauvre était un maître à servir. Ne faudrait-il pas entendre que le plus pauvre est *un maître à penser autrement la société*, ou un maître à autrement que penser la société, dans la mesure où il est le *miroir*, le *révélateur* de ce que nous sommes et de l'état du monde. Dit d'une autre manière, il est *une figure prophétique* : c'est à partir de lui que le sens même de la vie sociale se révèle.

Habituellement nous cherchons à interpréter la misère... Ne conviendrait-il pas de faire un renversement de l'interprétation : l'expérience vécue par les très pauvres deviendrait le critère à partir duquel toute la réalité serait interprétée.

On dira qu'il s'agit là d'une utopie ! Parlons plutôt qu'il s'agit d'un *horizon de sens*. Qui autorise l'action et affermit l'espérance. Car, comme le dit Saint-John Perse, « c'est de l'homme qu'il s'agit, et d'un agrandissement de l'œil jusqu'aux plus hautes mers intérieures ».

Le service civique, un dossier à approfondir

D&S juge important d'approfondir le dossier « service civique », d'où l'invitation à une rencontre débat le 14 novembre (voir agenda) et les éléments de réflexion proposés ci-après.

Continuer le débat sur le service civique

Jean-Claude Devèze

Après la remise du rapport de Luc Ferry au Président de la République, publié sous le titre *Pour un service civique* aux Editions Odile Jacob, il est important d'engager le débat si on souhaite que cette proposition importante soit mise en œuvre et améliorée.

Si le rapport est bien écrit et documenté, il est mal composé, ce qui entraîne des répétitions. Après une introduction d'une trentaine de pages de Luc Ferry intitulée *Le service civique : pourquoi et comment ?*, on trouve le rapport proprement dit (120 pages) intitulé *La mise en œuvre d'un service civique : scénarios et propositions* ; il comprend une première partie sur le service civique obligatoire intitulée *L'obligation* et une seconde sur le volontariat intitulée *Un passage obligé : la montée en puissance du volontariat*.

Voici comment l'hebdomadaire *La Vie* dans son numéro du 25 septembre a présenté l'option principale du rapport basée sur le volontariat :

C'est sans doute la fin de l'un des engagements de campagne de Nicolas Sarkozy. Le rapport que Luc Ferry a remis le 10 décembre au président de la République se prononce en faveur d'un service civique volontaire, qui, au terme d'une montée en puissance progressive, concernerait dans cinq ans 60 000 jeunes (au lieu de 3 000 actuellement). Oubliée la promesse d'un service obligatoire, promue par le candidat UMP. Certes, l'ancien ministre de l'Éducation a étudié cette hypothèse (avec, du reste, deux options : un service universel long et continu ou une obligation fractionnée en périodes courtes) pour, finalement, l'écarter. À la fois parce que le budget ne suivrait pas (le service obligatoire coûterait 3 à 5 milliards d'euros, trop pour des finances publiques qui « *ne sont pas en très bon ordre* »), parce qu'il semble impossible de trouver 750 000 missions utiles à proposer à une classe d'âge, et parce que le service civique doit être « *un cadeau, pas une punition* ».

C'est en fait la place centrale donnée à ce dernier argument qui apparaît comme la principale faiblesse du rapport ; la phrase suivante (cf. p 42) illustre bien la façon de penser de l'auteur :

« Mais, comme de toute façon, le volontariat est un préalable, nous recommandons de commencer par lui quoiqu'il en soit, de parier sur la bonne volonté de la jeunesse plutôt que sur notre capacité à lui imposer une nouvelle contrainte ». Dans *Le Monde* du 13 septembre, Luc Ferry s'expliquait ainsi sur ce point : « Mais à un modèle "autoritaire" d'intégration, je préfère un modèle basé sur la générosité, sur la volonté de donner du sens à un engagement, une volonté ne peut pas s'accommoder de la contrainte car alors cela n'aurait plus de sens. On ne peut pas faire appel à la générosité de quelqu'un que l'on oblige à faire quelque chose. Cette contradiction est insurmontable ». Au lieu d'approfondir la contradiction entre volontariat et obligation (voir à ce sujet ci-après les éléments rassemblés sur www.hyperdebat.net dans le cadre du débat lancé en 2006), entre droit et devoir, de se demander comment arriver à plus de volontaires grâce à certaines obligations (par exemple un mois de service civique obligatoire quand on sort du système éducatif obligatoire pour faire goûter à l'intérêt et à l'importance de se retrouver pour servir les autres et son pays), le rapport s'est contenté d'aligner des arguments face à chaque option et de choisir la plus facile, celle de toucher les plus motivés sans rien proposer aux autres. Un autre aspect important que le rapport a peu approfondi, c'est la mobilisation et la coopération intergénérationnelle que pourrait entraîner le service civique. Elle devrait non seulement permettre de mieux encadrer des jeunes, ou plutôt de mieux les accompagner, mais surtout de favoriser une meilleure connaissance et compréhension entre générations indispensable à la vie dans une société menacée par l'individualisme.

Après l'erreur de J. Chirac supprimant le service militaire obligatoire sans se demander si un service civique ne devait pas être proposé à la place, on risque de se contenter d'une approche bien frileuse passant à côté des leviers forts à mettre en place pour promouvoir le renforcement de la citoyenneté dans une société en crise. Ce rapport est plus le reflet des pesanteurs actuelles, comme les contraintes budgétaires 2008 qui ne permettent même pas à tous les volontaires de faire un service civique, que la vision d'un service civique universel capable de mobiliser toutes les générations et toutes les couches de notre société.

Le service civique doit-il être obligatoire ? Synthèse d'un débat sur internet.

Eric Lombard



Le projet de Service Civique obligatoire figurait en bonne place à l'ordre du jour du colloque de Saint Denis de fin 2006. Pour une double raison. Cette idée, médiatisée par *La Vie* et reprise par la plupart des candidats à la présidentielle de 2007, était un bon exemple de ce que nous voulions susciter par un Pacte Civique, projet qui était en train de prendre corps. Et puis nous pensions que les débats qui naissaient autour de cette idée controversée pouvaient - voire devaient - être abordés selon l'éthique que D&S

a contribué à développer et promouvoir depuis sa fondation. Une éthique du débat propre à légitimer les décisions dans le champ public et à contribuer à la transformation personnelle de ceux qui l'adoptent.

Pour permettre aux participants du colloque de poursuivre le débat au-delà du temps alloué (forcément trop court – donner du temps au temps fait partie de l'éthique), j'ai accepté de créer et d'animer un espace de discussion sur le site www.hyperdebat.net (dont je suis l'un des fondateurs). Ce site expérimental de « débat méthodique » a été créé pour développer des méthodes et des outils permettant aux participants :

- de prendre facilement connaissance de l'état d'un débat, de ses différentes options et de leur logique, sans avoir à lire toutes les contributions et sans la pollution des redites, hors sujet, ou discussions stériles qui émaillent les forums
- d'apporter leur contribution avec l'assurance qu'elle sera retenue, même si elle exprime une opinion minoritaire, sous réserve qu'elle apporte un élément nouveau au débat

La présentation structurée des arguments et des idées autour de la question posée « Le service civique doit-il être obligatoire ? » illustre la méthode et en démontre la fécondité. Même si, du fait d'une participation trop faible, il a fallu explorer la presse et les blogs pour enrichir l'argumentation, les résultats parlent d'eux-mêmes et illustrent bien la difficulté de défendre le caractère obligatoire du Service Civique.

A noter que le débat n'est pas terminé. Il est encore temps, si vous le souhaitez, de corriger, compléter, contredire... :

Présentation et sommaire du débat

Le service civique doit-il être obligatoire ? (http://www.hyperdebat.net/article.php3?id_article=113)

Dans la présentation ci-après:

- Les **arguments en rouge** sont les contre arguments.
- Quelques liens permettant de se rapporter au texte intégral des contributions ne sont malheureusement plus opérants.

Contre l'obligation :

Déni de liberté

- ▶ Si on ne naît pas citoyen, on peut encore moins ordonner à quelqu'un de le devenir (Myriam ALDERTON, Association pour l'Etude et le Développement du Volontariat Civil, membre du collectif « Pour une alternative au Service civique obligatoire », Le Monde) (27/06/06)
- ▶ Le Service civique obligatoire est une forme de paternalisme de l'Etat (Myriam ALDERTON) (27/06/06)
- ▶ C'est une forme de travail forcé, contraire à la convention européenne des droits de l'homme (Myriam ALDERTON) (27/06/06) Cela a été confirmé par plusieurs personnalités compétentes (Anonyme) (22/12/06) (Myriam) (24/12/06)
- ▶ Ce projet marque "l'absolue défiance de notre société vis-à-vis de sa jeunesse". (David Valence) (12/08/06)
- ▶ Ce qui est choisi est plus fort que ce qui est imposé. Risque de "placardiser" les jeunes (Dominique de Villepin, Dépêche AP) (24/11/06)
- ▶ "C'est une dérive sécuritaire dangereuse" (Arno) (28/11/06)
- ▶ 13 millions de français donnent de leur temps à une association, sans qu'on les y oblige (Arno) (7/12/2006) (Arno) (7/12/2006)

Déni d'égalité

- ▶ Le mouvement anti-CPE a démontré l'aspiration à une pleine égalité des citoyens jeunes et moins jeunes sur le marché du travail et dans la vie (Frédéric BENHAIM) (5/07/06)

Inadapté à l'objectif

- ▶ C'est demander à un système pseudo-militaire de faire le travail de civisme que l'école n'a pas fait (Charles Halary) (19/07/06)

Mal ciblé

- ▶ Le service civique ne doit pas être réservé aux jeunes (Dominique Voynet, Les verts)
- ▶ L'obligation ne garantit pas l'universalité. La liste des cas d'exemption dressée par l'amiral Béreau sera forcément étendue ... (Myriam) (28/11/06)
- ▶ Il est illusoire de penser que les "sauvageons" des cités répondront à l'appel (L'indépendant) (30/11/06)

(x) Pourquoi focaliser sur les banlieues ? Le déficit de lien social affecte aussi les populations protégées des beaux quartiers (Arno) (7/12/2006)

- ▶ Nous ne croyons pas aux vertus du nivellement. Certains jeunes ont besoin d'être

davantage aidés (Nicolas Sarkozy à l'Assemblée Nationale)(Signalé dans le forum par Anonyme) (16/11/05)

Interférences avec emploi salarié et bénévolat

- ▶ Concurrence avec le travail salarié (Anonyme) (20/12/2006)
- ▶ Ce projet coupe l'herbe sous le pied au plan Borloo de création d'emplois de service à la personne (David Valence) (12/08/06)
- ▶ La présence d'appelés du SCO dans les associations risque de décourager les bénévoles (Arno) (8/12/2006)

Coût trop élevé

- ▶ Coût trop élevé. Il y a d'autres priorités (Bruno Julliard, UNEF, L'Express) (5/10/06)(Bastien) (31/01/07)
- ▶ "Cette mesure (...) est dangereuse politiquement, inefficace socialement et absurde économiquement." (David Valence) (12/08/06)

Projet à risques et difficile à mettre en oeuvre

- ▶ Trop complexe, lourd, difficile à mettre en oeuvre. (Dominique de Villepin, Dépêche AP) (24/11/06)
- ▶ On ne voit pas très bien comment on sanctionnerait les réfractaires. (Docdory) (9/11/06)
 - (x) Prison avec sursis d'une durée égale à la durée de service non effectuée (Jacques Attali, L'Express) (13/12/2004)
 - (x) Suppression de certaines allocations, ou diminution d'un trimestre de droits à la retraite, ou impossibilité de passer des concours de la fonction publique (Gilles Guillaud, La Vie) (16/11/2006)
- ▶ Porte ouverte aux tricheries en tous genres (Docdory) (9/11/06)
- ▶ "Coupure difficile à gérer (perte d'emploi, perte d'une année universitaire ...)" (Bastien) (31/01/07)

Pour l'obligation :

- ▶ Il faut assumer le caractère obligatoire dans une triple exigence : pérennité (par l'engagement de l'état), réciprocité (entre droits et obligations des citoyens et de la collectivité), universalité. (Plate-forme associative) (25/9/06)

Universalité

- ▶ S'il n'est pas obligatoire, il n'attirera qu'une petite frange de la population, et ceux qui en ont le moins besoin (Jean ALECIAN, Institut Montaigne, Le Monde) (27/06/06)
Fin 2006, la ministre à la Cohésion sociale, Catherine Vautrin, reconnaissait qu'il n'y avait que 2 500 jeunes pour 6 000 places offertes dans le dispositif de service civil volontaire. (Libération) (1/03/07)
- ▶ Sans obligation, il n'y aura pas d'engagement de l'état, et toutes les études montrent que ça ne touchera que 5% des jeunes (Razzye Hammadi, PS, La Vie) (16/11/06)

Eduquer à la citoyenneté et combattre l'incivisme

- ▶ "La citoyenneté n'est pas une matière à option" (Max Armanet) (15/03/07)
- ▶ De même que l'instruction obligatoire a permis de réduire le coût de l'ignorance, c'est le prix à payer pour réduire le coût de l'incivisme (Max Armanet) (15/03/07)

Vertus de l'obligation

- ▶ "Il n'y a pas de République sans obligations de chacun envers tous. Il y a dans l'obligation une pédagogie du devoir et une exigence morale (...)" (Nicolas Sarkozy) (1/09/06)
- ▶ Elle continue et complète l'obligation de l'école (Serjou) (3/11/06)

Comment sortir du dilemme obligatoire / facultatif ?

Volontariat, mais obligatoire à terme

- ▶ Pour un volontariat qui devienne "une ardente obligation" (Jean Bastide) (14/03/07)
- ▶ Mise en application progressive, avec démarrage sur la base du volontariat (RECit) (Serjou) (8/10/06)

Aménagements du caractère obligatoire

- ▶ Durée minimum obligatoire de 2 à 3 mois, que chaque jeune pourrait prolonger s'il le souhaite (Jean ALECIAN, Institut Montaigne, Le Monde) (27/06/06)
- ▶ Prolonger l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans et y intégrer le service civique (Amis de La Vie, Hérault) (24/11/06)
- ▶ Ne le rendre obligatoire que pour les chômeurs (Mathilde) (15/12/06) (Anonyme) (19/12/06)

(x) Avec 2 millions de chômeurs, sans compter ceux qui ne sont pas recensés, cela va faire encore plus de monde ! (Arno) (18/12/2006)

Volontariat, mais fortes incitations

- ▶ Sur volontariat, mais politique ambitieuse en faveur des volontariats existants (Collectif "Pour une alternative au S.C.O") (1/10/06) "Renforcer l'envie de s'engager" (Dominique Voynet, Les verts) (27/11/06)
- ▶ Favoriser l'engagement en simplifiant l'offre de volontariat qui est trop complexe (Jean Bastide) (14/03/07)
- ▶ Il faudrait qu'il soit "obligatoirement proposé". (Bernard Kouchner, L'Express) (5/10/06)
- ▶ Sur volontariat, mais en ménageant des périodes de temps ad hoc dans l'enchaînement des études (Aurélien Veron) (22/09/06)

Voir aussi Comment rendre le service civique attractif et motivant ?

Alternatives au service civique obligatoire

- ▶ Il faut relancer l'idée de civisme, mais par d'autres voies que le SCO qui pose beaucoup de problèmes (Christophe SENIZERGUES) (4/07/06)
- ▶ Abandonner cette "mesure miracle" au profit d'une politique de la jeunesse pragmatique et ambitieuse (David Valence) (12/08/06)
- ▶ "Il existe une solution moins coûteuse et plus efficace : un emploi ! Le travail reste encore le meilleur moyen de s'intégrer dans la société et de sortir de son milieu d'origine" (Bastien) (31/01/07)
- ▶ "La reconquête civique est d'abord l'affaire des enseignants" au travers de l'apprentissage de l'histoire nationale, du civisme et de la civilité (Serge Barcellini) (17/07/07)

Compte-rendu d'audition de D&S par la commission Ferry

(Ce compte-rendu officiel établi par la commission Ferry ne reflète qu'imparfaitement ce qui a été dit par Jean-Baptiste de Foucauld, Gilles Guillaud et Jean-Claude Devèze le 14 mai 2008. Nous prévoyons d'éditer un compte-rendu plus fidèle ultérieurement)

Le service civique obligatoire universel est un élément d'émancipation, de progrès collectif, de brassage social, un lieu de formation, d'engagement.

Aujourd'hui, les démocraties sont réduites à leur dimension procédurale ; les individus sont autonomisés, ils se juxtaposent. Or pour remplir son projet d'égalité et de développement de chaque personne, la démocratie doit reposer sur des forces morales et spirituelles puissantes pour se définir comme un système de valeurs et un régime qui essaie de mettre chaque personne en position de donner le meilleur d'elle-même. Le but est d'arriver à un équilibre entre ces deux dimensions de la vie collective.

Les blocages :

- organisation des activités pour une classe d'âge de 700.000 à 800.000 personnes concernées, hommes et femmes confondus
- budget du service civique obligatoire
- la réticence des jeunes, d'associations et de syndicats (M. Jean BASTIDE, Président de France Bénévolat est opposé à toute forme d'obligation appliquée au bénévolat; le bénévolat doit être libre et gratuit, sinon on entre dans une contradiction de fond. Les syndicats craignent que les activités d'un service civique diminuent les emplois salariés).

Lever les obstacles :

- il faut choisir le bon moment pour présenter le projet : le quinquennat a besoin d'une politique d'envergure qui prenne de la hauteur, qui bouleverse les clivages traditionnels et qui marquerait notre pays d'une manière assez originale.
- Le service civique doit être construit de manière participative avec l'ensemble de la société civile qui aidera ensuite à le mettre en œuvre, il s'agit de mettre en place un processus pour en débattre ; et peut être se terminer par un référendum, si on crée une obligation nouvelle, il faut que ce soit un choix collectif clair. On peut en faire un exercice de qualité démocratique.

Les éléments pour réussir :

- la communication : Le projet s'oppose aux tendances individualistes en créant une obligation. Il faut composer avec l'individualisme et plaider le service civique obligatoire comme un outil permettant d'élargir la vision que chacun a de lui-même et de la société.
- un dispositif souple, compatible avec les parcours de vie actuelle : 4 mois sécables, sans rémunération. La durée est prolongeable avec rémunération.
- la détermination du lieu : Le service peut s'effectuer sur place, en France ou en Europe et à l'international, dès lors que l'objectif de découverte d'autrui est rempli.
- la formation des jeunes : Rédiger un cahier des charges minimum que l'employeur devra donner aux jeunes comme expérience.
- Quelle sanction pour celui qui n'accomplit pas son obligation ? Un système de bonus malus, par exemple, la validation de deux trimestres de retraite / obligation de valider un trimestre de plus. Il vaut mieux pénaliser ceux qui ne voudront pas faire leur service civique plutôt que de les y obliger et qu'ils le fassent dans de mauvaises conditions.
- il faut une bourse des activités pour trouver l'équilibre entre l'offre et la demande ; environ 250.000 postes sont à organiser.

Comment organiser le contenu intergénérationnel du service civique obligatoire ?

Demander aux personnes partant en retraite et n'ayant pas participé à des activités associatives de passer quelques mois à encadrer les jeunes.

Sur la question philosophique de la contradiction entre la logique du don et de l'obligation :

Le don est conçu dans sa logique anthropologique, c'est-à-dire qu'il est à la fois libre et obligé, intéressé et désintéressé. Dans cet acte, il y a de la gratuité et de l'intérêt ; l'envie d'être reconnu comme donateur. Aussi, il s'agit d'une obligation souple puisque fonctionnant dans une logique de compromis.

En parallèle, le don spirituel est le don désintéressé.

Le projet politique doit être d'abord anthropologique, et permettre que dans l'anthropologique une dimension spirituelle se développe. Il ne peut pas être calé uniquement sur du spirituel. Si on demande trop de désintéressement, ça ne marchera pas. Si on permet du désintéressement dans une obligation modérée, ça peut mieux passer. Et donc être sanctionné, le cas échéant, de manière modérée.

Sur la société et le modèle social actuel

Aujourd'hui pour parvenir au bon fonctionnement du modèle social, il manque de la coopération entre tous les acteurs. Le service civique obligatoire, c'est habituer les gens à avoir une démarche coopérative, une attitude civique. La France est profondément individualiste et les français demandent à l'Etat d'être solidaire à leur place.

Il faut ré-encadrer la solidarité dans la société civile et non pas l'expatrier dans l'Etat. En somme, c'est la philosophie politique de l'Etat qui est à construire.

Débat et libres opinions

La crise financière est actuellement un objet majeur de débat. D&S y a consacré sa dernière réunion conviviale le 13 octobre, un des thèmes mis en exergue étant celui de la confiance.

Principaux éléments partagés lors de la réunion conviviale sur la crise financière

Compte-rendu établi par Patrick Boulte

Plusieurs constats ont été établis :

- sur le caractère mécanique d'un processus qui semble échapper à tout contrôle,
- sur le fait qu'une telle crise déclenche la recherche active de boucs émissaires, mais pour ainsi dire pas la mise en évidence des enjeux humains,
- sur l'importance de la confiance,
- enfin, sur le fait que cette crise devrait provoquer un large débat démocratique, ne serait-ce que pour s'assurer que l'on va jusqu'au bout du diagnostic.

La question de notre notion du temps a été également évoquée, pour souligner notre manque de mémoire (l'un des participants faisait remarquer à cet égard le rôle des fêtes religieuses comme moyen de faire mémoire et d'actualiser les enseignements de l'histoire) et notre difficulté à mettre les événements en perspective, notre difficulté à les laisser se dérouler, sans se précipiter dans l'interprétation. Viendra ensuite le temps de tirer des enseignements pour nos propres comportements. Il a été enfin noté que les événements soulignaient l'importance de la construction européenne.

Face à cette crise des valeurs financières, qu'est-ce qui garde de la valeur ? Où chercher du crédit? *Christian Saint-Sernin*

Plus nous avançons dans la crise, plus s'accroît l'impression du château de cartes qui s'écroule. Plus les officiels répètent que « Chez nous ce n'est pas comme aux USA ! Nos Banques sont saines ! Notre crédit est fiable ! Pas d'effondrement, vous n'êtes pas concernés ! », plus les événements prouvent le contraire ! Et plus le discours officiel s'infléchit « Ne craignez pas, nous vous garantissons tout ! », plus les « responsables » renoncent à « jouer perso » et multiplient rencontres et déclarations communes, plus la confiance s'effrite et plus la crise s'étend de la finance à toute l'économie...

Mais plus la crise révèle aussi la réalité de notre système financier, petit bout par petit bout, avec au final, la perspective (ou le phantasme ?) d'un effondrement de l'Empire US et du Capitalisme ! Après l'explication par les subprimes et par le laxisme des banques américaines, après les discours moralisateurs expliquant tout par les pratiques spéculatives de quelques « golden boys » ou de quelques mauvais patrons aux parachutes dorés, après la recherche de consensus autour de quelques boucs émissaires, après la réaffirmation d'un Etat fort subitement doté d'une puissance tutélaire, voici que d'autres voix s'élèvent expliquant que notre crise, à la différence de celle de 29, ne s'explique pas tant par la libéralisation du crédit que par la multiplication des nouveaux « produits financiers » aussi « géniaux » (bravo à l'élite de nos jeunes mathématiciens français de Wall Street !) et « juteux » qu'obscurs et déresponsabilisants : « titrisation » et produits sophistiqués renvoient sur des tiers tous les risques, sans véritable contrôle par quiconque, pour des montants garantis inimaginables (62 000 milliards de dollars sur le seul marché américain, quasiment l'équivalent de tous les dépôts bancaires de la planète !).

D'autres experts pointent du doigt la transformation profonde de la propriété du capital, son anonymisation et son internationalisation : la plupart des capitaux appartiennent désormais à des fonds communs éminemment volatiles ou à des possesseurs de pétrodollars internationaux qui sont extraterritorialisés ou qui sont dans des paradis fiscaux qui échappent à toute puissance publique ou qui, focalisés sur des rendements à court terme, n'ont aucun souci du développement économique et a fortiori social...

Plus récemment, les experts évoquent la crise de l'industrie américaine, la gouvernance des entreprises soumise à la rentabilité en bourse, les faibles taux d'intérêt pratiqués par la Banque centrale américaine...

Mais alors, si l'explication de la crise dépasse de beaucoup le laxisme de certains mauvais banquiers, de sérieux doutes surgissent quant à tous ces plans de sauvetage des banques hâtivement concoctés avec des banquiers (moyennant de grasses commissions !) et engageant des fonds publics sans aucune commune mesure avec les montants et les procédures habituelles ! Sous prétexte de stopper l'engrenage des catastrophes, n'est-on pas en train de sauvegarder le système en place avec tous ses produits financiers qui pour certains continuent à fructifier ? (Je connais deux jeunes polytechniciens qui, depuis 15 jours, viennent de faire gagner à leur Fonds 200 millions de dollars !) Les mesures prises dans l'urgence engagent l'avenir, mais se donne-t-on vraiment les moyens d'un vrai débat démocratique sur la Crise dans toutes ses dimensions ?

Qu'attend-on pour reconnaître publiquement qu'il s'agit maintenant d'une **crise de confiance** qui met en jeu désormais la crédibilité du discours officiel lui-même, celui des politiques comme celui des experts : la multiplication des déclarations solennelles et la faiblesse des explications inquiètent plus qu'elles ne rassurent semant le doute sur la compétence des pilotes ! Plus les interventions médiatisées se multiplient, plus gagne le trouble, à la manière dont l'escalade des chiffres brise tous les repères (Que pèsent les centaines de milliards d'Euros engagés un Dimanche pour les Banques au regard du 1,5 milliard pour le RSA ?) On crie « haro » sur les « parachutes dorés » des chefs d'entreprise, alors que cette crise financière porte bien peu sur la gestion des entreprises ! On dénonce les spéculateurs, mais sans définir la différence entre la

spéculation et une bonne gestion financière, sans remettre en cause les yoyo des marchés immobiliers ou celui des matières premières et surtout sans réfréner les pratiques actuelles de la City ou de Wall Street ! On en appelle au sauvetage de l' « économie réelle », mais on aide essentiellement les banques... sans expliquer ce qui dans le système bancaire distingue le « réel » du « virtuel »... Et quand enfin émerge une vraie solidarité européenne, y compris Outre-manche, on n'ose plus trop y croire...

Si les valeurs financières perdent à ce point leur crédit avec une telle brutalité, c'est qu'une panique gagne et que **la confiance dans les paroles s'effrite**. Pour l'heure, ce sont essentiellement les « investisseurs » qui font s'effondrer le Marché, tous les porteurs de capital, essentiellement les « gros », (de plus en plus qualifiés de « spéculateurs » par les médias, mais qu'est-ce à dire ?), le plus souvent « collectifs » (« fonds de pension », « institutionnels », banques, entreprises ou même collectivités locales...) Mais se profile tout près de nous une propagation de cette panique aux entrepreneurs, aux consommateurs et à nous tous : face à des menaces si peu compréhensibles, mieux vaut se replier sur soi, interrompre toute initiative et s'efforcer de sauver les « meubles » (autrement dit, les « valeurs » mobilières et toutes ses économies) !

Bref, à l'heure où la crise financière devient une crise de confiance généralisée, l'enjeu principal est de rétablir la confiance de façon durable à tous les niveaux de la société; elle ne peut s'imposer ni par la force, ni par de bonnes paroles, ni par de simples gestes spectaculaires de quelques « vedettes », de quelques « experts » ou même des instances internationales les plus hautes; la « communication médiatique » s'avère ici contre productive si elle ne s'applique pas à **manifester de la considération à l'égard de tous ceux dont la confiance s'avère nécessaire pour la bonne marche de l'économie !** L'ampleur de la crise appelle un changement du discours politique à la manière des « discours de vérité » de De Gaulle ou de Mendès France face à la débâcle de juin 40 ou face aux guerres de décolonisation de 54. La confiance ne reviendra durablement qu'avec une véritable vitalité démocratique, mobilisant toutes ses instances, confrontant toutes les expertises, reconnaissant publiquement toutes les erreurs passées (et pas seulement les fautes de quelques boucs émissaires), affirmant une nette volonté de renverser la marche passée à la dérégulation et au creusement des inégalités, privilégiant les valeurs économiques et sociales à l'échelle planétaire sur les valeurs financières !

Globalement, nous sommes à un moment exceptionnel de cette mondialisation qui, depuis 20 ans, s'était accélérée en tablant sur le primat des valeurs financières devenues apatrides, déconnectées de la production et du travail comme des pouvoirs politiques, du contrôle des États et a fortiori des peuples. Et ce primat s'affirmait partout avec de plus en plus d'insolence à l'égard de toutes les autres valeurs humaines, culturelles ou spirituelles, y compris face aux valeurs économiques ! Or voici que tout à coup s'effondrent ces valeurs financières ! Non seulement elles sont contraintes de reconnaître tout près d'elles la résurgence de bien d'autres valeurs humaines (bien des traders troqueraient volontiers moins de profit contre moins de stress et se montreraient prêts à réfléchir au delà du court terme ; les cabinets de Psy de la City et la Chapelle de la Défense connaissent une nouvelle affluence...) Mais pour se maintenir elles-mêmes et pour rétablir la confiance en cette période de crise, les valeurs financières ont un urgent besoin d'une activation effective des valeurs de la démocratie qui sont en fait des valeurs d'une toute autre nature et qui apparaissent clairement, en l'occurrence, comme des valeurs d'ordre « spirituel » !

Car qu'est-ce en fait que cette « confiance » si nécessaire aujourd'hui au maintien des valeurs financières et qui seule donne en définitive de la « valeur » aux choses ? Comment se fait-il que resurgisse cette incontournable nécessité d'une « confiance » en ce monde sécularisé

et désenchanté où plus personne n'avait besoin de croire en quelque chose pour trouver le bonheur et où toute « foi » semblait réservée aux islamistes, aux pentecôtistes ou aux chamanistes ? La notion même de crédit semblait réservée au domaine financier !

Chaque crise révèle ce qui est caché en période habituelle et celle-ci nous renvoie à cette réalité de base que la confiance est au fondement de tout vivre ensemble, avec sa part de risque, d'engagement personnel et d'alliance, non pas de façon théorique, sporadique ou lointaine, mais constamment et dans tous les gestes de la vie courante : la vie conjugale ou professionnelle devient invivable dès lors que s'étirole la confiance ! Impossible de monter dans un avion ou de conduire sur autoroute sans une confiance assurée dans le pilote ou dans les autres conducteurs ! Impossible même de parler sans que j'aie confiance en la compréhension de mes interlocuteurs !

Impossible finalement de prendre une quelconque initiative dans notre société, sans un minimum de confiance dans les réactions que j'escompte de mon entourage, avec une part de risque et la nécessité d'un « pari » qui m'engage tout entier avec des partenaires qui me respectent et que je respecte. La confiance n'a jamais rien d'automatique ni de mécanique ! C'est une **attitude éminemment « spirituelle »** qui engage le libre engagement des personnes au plus profond d'elles-mêmes, par delà les contraintes et les déterminismes ! La confiance ne se décrète pas et ne peut s'imposer par l'unique volonté d'un seul des interlocuteurs ! Elle ne suppose pas l'égalité des conditions, mais elle exige la liberté et la responsabilité des personnes et elle les entraîne au-delà d'elles-mêmes et de leur « quant à soi », dans une interrelation qui amène une réciprocité et qui permet d'établir un certain nombre d'accords, souvent en institutionnalisant l'une ou l'autre convention. La confiance amène les personnes à se reconnaître l'une l'autre autour d'initiatives communes ou d'une même valeur dont ils savent bien qu'elle les dépasse totalement.

Mais on oublie que ces valeurs, en se formalisant et en se perpétuant dans la durée, sont fondées sur la confiance; périodiquement, les crises le rappellent vertement (quels que soient les domaines, conjugaux, amicaux ou économiques...).

La particularité des valeurs financières, c'est qu'elles ont à opérer sur une énorme masse de populations qui ne partagent pas du tout les mêmes valeurs ni les mêmes cadres de référence et qu'elles s'appuient sur un très grand nombre d'institutions et de réglementations disparates façonnées par l'histoire et solidement protégées par d'énormes forces économiques et militaires. Face à une telle pluralité, comment rétablir la confiance quand elle s'effondre, vu qu'elle ne peut se rétablir par la seule force, que ce soit celle d'un Empire dominant ou celle d'une Conférence internationale ? La seule piste crédible est à chercher du côté d'un large processus démocratique qui permet d'associer les Peuples aux décisions préparées par les acteurs économiques, sociaux et politiques. Rétablir une véritable dynamique démocratique est la seule solution crédible à une crise de confiance aussi radicale que celle-ci !

Bref, en cette période de crise, la démocratie apparaît comme la seule capable de rétablir une large et durable confiance, mais dans la seule mesure où elle arrive à relever l'actuel défi : reconstruire cette confiance sur des bases anthropologiques et spirituelles authentiques, respectueuses de la Justice et de l'égalité de tous les hommes

Informations diverses

- Le 25 octobre 2008, Chrétiens en forum organise une rencontre au Centre Sèvres sur le thème “**Pauvreté, précarité, des solutions à l’épreuve**”.
- **Travail social et développement communautaire, séminaire le Vendredi 5 décembre de 9h30 à 17h00 au CEDIAS, Musée Social** (entrée libre après inscription auprès de laetitia.cadet@lesigny.fr) **5, rue Las Cases - 75007 Paris** (Métro Solférino)
- **Pratiques transdisciplinaires**, séminaire EHESS, Centre Edgar Morin, 105 Bd. Raspail, 75006 Paris, Salle 9, 17h-19h , avec Edgar Morin le 22 octobre, René Passet le 18 novembre, JB de Foucauld le 28 mars 2008, etc.
- La pièce ***Dialogue aux enfers*** (entre Machiavel et Montesquieu), mise en scène par Christian Nardin, est invitée à Rueil-Malmaison les 12 et 13 décembre prochains au *Centre Culturel de l’Athénée*
- Le théâtre de l’Arc en ciel reprend du 6 au 29 novembre, cette fois au Théâtre de la Fenêtre, son spectacle sur **Etty Hillesum**, que beaucoup d’entre nous avaient apprécié l’an dernier (réservation : 01 40 09 70 40).
- **Semaines sociales de France** les 21, 22 et 23 novembre à Lyon : « Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés » (www.ssf-fr.org)